

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 4 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

Notre Banquet

Nous rappelons que le Banquet qui devait avoir lieu le 24 février dernier, aura lieu le dimanche 19 mars, à une heure de l'après-midi, salons Vantier, 8, avenue de Clichy, sous la présidence du citoyen Ferrout, le nouvel élu de Narbonne, assisté du citoyen Paul Lafargue et de tous les députés du Parti.

INTÉRÊTS DE CLASSE

Jamais on n'a tant parlé de paix que dans ces derniers temps, et jamais non plus la situation n'a été aussi tendue ni aussi périlleuse. Pour un mot omis, pour une virgule déplacée, deux nations grondent ou plutôt les hommes d'Etat qui les dirigent montrent les dents, ce qui, surtout de la part des Anglais, est un symptôme sérieux et même terrifiant. Le gouvernement de la Grande-Bretagne a-t-il exprimé son profond regret de l'incident de Mascate. M. Delcassé dit oui, et le sous-secrétaire d'Etat anglais assure que non. Lequel vaut mieux, seigneur ?

Ces susceptibilités seraient plutôt drôles s'il n'y avait derrière les mauvaises humeurs de diplomates une presse qui aboie des deux côtés de la Manche, et, ce qui est plus grave, des intérêts commerciaux en présence. A ceux qui prétendent que le « pur homme de classe est du domaine des abstractions » et « qu'on est à la fois membre d'une société et membre d'une classe » on pourrait demander d'expliquer pourquoi le parti socialiste a une allure si gauche et si embarrassée lorsqu'il se mêle des questions nationales. « C'est qu'il est forcément déplanté, pour ainsi dire, hors de son terrain et privé de sa raison d'être. »

Tandis que les bourgeois, à quelque parti qu'ils appartiennent, ont le sentiment exact de leurs intérêts, qu'il s'agisse de la Chine, du golfe Persique ou de l'Asie-Mineure, les socialistes sont obligés, lorsqu'ils prennent part à ces discussions, d'emboucher la trompette radicale, de parler du droit des peuples ou d'invoquer les principes humanitaires. Ils ont mauvaise grâce à reprendre de vieilles rangaines dont les journaux radicaux eux-mêmes sont fatigués, et, de plus, ils s'écartent de ces considérations économiques qui, seules, doivent les préoccuper et les guider.

Il serait instructif d'envisager les questions qui agitent en ce moment l'Europe diplomatique au simple point de vue des intérêts commerciaux. Si l'on étudie la Chine, par exemple, ce champ de bataille énorme pour les marchandises européennes qui veulent pénétrer à tout prix à travers la proverbiale muraille, l'on ne voit, derrière les démonstrations en faveur de l'intérêt bien entendu de l'Empire du Milieu, que l'avidité des commerçants russes, anglais, français, allemands et tout récemment italiens, qui font une course au clocher, à qui trouvera le plus de clients. Lord Salisbury offre son appui contre tous ceux qui voudraient porter atteinte à l'intégrité de la Chine, c'est-à-dire veut réserver le monopole du commerce à l'Angleterre. La Russie, avec son énergique agent, M. Parloff, inonde de ses roubles le Conseil des ministres, le Tsung-li-Yamen, et offre aussi son appui à l'impératrice contre tout envahisseur du dehors. Il n'est pas jusqu'à l'Italie, ruinée et écrasée sous la Triple-Alliance, qui ne veuille avoir une part du gâteau ; et elle est excessivement blessée parce qu'on n'a pas voulu lui donner une concession.

C'est un autre partage de la Pologne ; à la veille de la Révolution, les grands pouvoirs de l'Europe d'alors, la Prusse, la Russie et l'Autriche n'ont pu réunir leurs forces pour écraser la France parce qu'elles étaient jalouses les unes des autres. Le partage de la Chine immobilise les forces des Etats européens qui ont pu ainsi laisser l'Amérique s'agrandir aux dépens de l'Espagne. Tant que le partage se fera, chaque nation se déclarera satisfaite, à condition qu'aucune ne soit plus favorisée que les autres ; et c'est là la tactique de ces Chinois tant méprisés qui neutralisent les forces ennemies en les opposant les unes aux autres.

Si l'on passe à l'Asie-Mineure, à cette question Arménienne, qui a suscité tant de discours parlementaires et de meetings de protestation, il est curieux de constater avec quel dédain est reçue la protestation du comité arménien de Genève. Ce sont des trouble-fêtes qui veulent rouvrir une question sur laquelle les pouvoirs signataires du traité de Berlin avaient posé les scellés. Non seulement d'après le *Morning Post*, le vrai et sincère organe de l'impérialisme, les révoltés arméniens sont des êtres sanguinaires, mais ils manquent de tact, comme dans la complainte de *Fualdès*. Le rédacteur anglais, bien chauffé dans son bureau à Londres, s'étonne même que ces « patriotes amateurs aient pris la fuite à l'étranger » et élève des doutes sur leur courage. Cela est digne du gouvernement qui livra à l'Autriche les lettres des frères Bandiera, par l'intermédiaire de ce sir James Grahani, de qui Marx disait qu'il était « character-proof », c'est-à-dire qu'il n'avait plus à craindre de perdre sa réputation.

Voilà la récompense de l'agitation légale des exilés arméniens, à qui l'on avait dit que, pour plaire au public anglais, il ne fallait pas sortir de la légalité. Ainsi Kosuth n'alla pas au secours de la population de Vienne, pour pouvoir ensuite, comme dit Marx, se vanter auprès du public anglais de son respect des lois. Après de nombreux meetings, un grand étalage de sympathie de la part du parti libéral, qui en a à revendre, on conseille aujourd'hui aux arméniens d'avoir confiance dans le gouvernement paternel du sultan, qui est prêt à faire des réformes. Tandis que la Grèce, qui s'est moquée des conseils de ses sages amis étrangers, a reconquis sa liberté, grâce à l'action illégale de la Grèce, l'Arménie reste sous le joug du sultan rouge et les signataires du Manifeste ont le droit de dire aux tièdes sympathiseurs de la cause arménienne, aussi bien qu'aux gouvernements : « La nation arménienne a inondé de son sang la terre de la patrie, mais vous avez lavé vos mains, comme Pilate. »

Et à côté de cela, l'empereur Guillaume est allé en bon commis-voyageur, placer les produits allemands en Turquie, et a obtenu des concessions de chemins de fer. Voilà le résultat économique de l'agitation arménienne, et la Russie et l'Angleterre ont laissé intervenir un troisième larron. Tout le sang répandu a fait monter les actions des commerçants de Brème et de Hambourg. Cela n'empêche pas que le vieux Gladstone n'ait fait un bien beau discours contre le saccage Turc, cela doit suffire aux Arméniens.

Enfin, sur le golfe Persique, derrière les susceptibilités de MM. Delcassé et Brodrick, il y a ce fait que la France voulait avoir un dépôt de charbon, et en même temps préparer les voies du seigneur russe, qui va bientôt faire déboucher son chemin de fer sur la côte. L'Angleterre ayant aussitôt employé l'argument, sans réponse, d'un vaisseau cuirassé, la France proteste qu'il ne s'agissait que d'un dépôt de charbon.

Les socialistes ne sont membres de la

société actuelle que comme critiques ; ils dévoilent l'hypocrisie des protestations humanitaires d'une classe qui n'a, et avec raison, en vue que son intérêt. Mais la politique internationale de la bourgeoisie ne doit intéresser les socialistes, tant qu'ils ne peuvent pas l'empêcher, que comme symptôme de détraquement intéressant à noter. Or, on ne peut voir clair dans les questions actuelles qu'en se mettant au pur point de vue de l'intérêt de classe, capitaliste ou prolétarien. Le seul remède à la politique coloniale est la conquête du pouvoir politique par la classe prolétarienne ; le reste n'est que vaine protestation et phrases sonores.

CHARLES BONNIER.

LE 1^{ER} MAI

Pour le 1^{er} Mai prochain sera tiré un numéro exceptionnel du SOCIALISTE avec portraits de tous les membres du Conseil National.

Ce numéro aura HUIT pages et sera exclusivement consacré à la fête internationale du Travail.

Prix par numéro 0.20 c.

Prix par cent franco en gare 12 fr.

Prix par mille » » 75 fr.

Les Groupes sont priés de faire leurs commandes avant le 10 avril, pour que l'Administration puisse fixer le tirage.

Ce numéro exceptionnel ne sera livré que contre remboursement.

POUR LA PAIX

Après les discours des citoyens Jaurès, Liebknecht et Vandervelde, au grand meeting présidé par le citoyen Hyndman, pour le maintien de la paix et tenu à la salle Saint-James, à Londres, l'ordre du jour suivant a été voté :

Les citoyens de Londres assemblés déclarent que, seule, l'entente et la solidarité des travailleurs de tous les pays civilisés, sur les bases du socialisme international, est capable de créer un état de paix durable entre les peuples ; ils conjurent les classes laborieuses du monde entier de faire cesser entre elles les sujets de discorde et de réunir leurs efforts pour la lutte suprême contre le plus dangereux ennemi, le capitalisme.

Cet ordre du jour, voté par acclamations unanimes, a été proposé par les citoyens Curran et Quelch.

DUPUY-LA-BRUTE

Certains croyaient, de toute la naïveté de leur âme indulgente, que M. Dupuy — en même temps qu'il changeait son fusil d'épaule — aurait changé ses vieilles habitudes de policier bourru.

Hélas ! amère désillusion !

On ne peut guère nous soupçonner de sympathie pour les différentes ligues, écloses, ces temps derniers, de droite et de gauche, sous le rayonnement de la brûlante Affaire — mais, nous ne pouvons ni ne devons laisser s'accomplir, vis-à-vis de ces ligues, les canailleries et les lâchetés du gouvernement, sans élever la voix pour une énergique protestation.

Que l'on applique — avec des douches, en plus, — la loi dans sa pleine rigueur, à Déroulède, à Marcel Habert et autres loufoques du chauvinisme, soit ! Que l'on use des mêmes mesures envers tous ceux qui se placeront dans le même cas d'entreprises contre la sûreté de l'Etat républicain, soit encore ! Mais, que l'on exhume des articles du Code, oubliés et

surannés, dont les applications sont autant d'inutiles et stupides violations de la liberté de penser d'un chacun, voilà ce qui est odieux et ce, contre quoi nous protestons !

Et nous protestons avec d'autant plus de raison qu'il n'y a pas de doute possible sur le véritable but poursuivi par Dupuy-la-Brute. Des simples ligues d'hier — menu fretin pour lui — ligues dissoutes à coups de textes juridiques, il sera facile, pense-t-il, de passer, pour leur infliger le même sort, aux organisations, déjà anciennes, puissantes et redoutables par leurs ramifications poussées au plus profond des couches ouvrières et les enfermant, comme en un réseau, dans le pays tout entier...

Voilà sous les récentes dissolutions d'une demi douzaine de ligues, ce rêve est celui de M. Dupuy, du ministre en qui la bourgeoisie a trouvé le véritable exécutif de ses œuvres — toujours basses — d'arbitraire et de spoliation.

A. M. Dupuy, d'oser — aux socialistes, de répondre.

J. P.

L'Echange ne crée pas de Valeur

Les économistes, ces domestiques intellectuels de la classe capitaliste, ont mis leur cervelle à l'envers et ont entassé erreurs sur faussetés pour démontrer que le capitaliste a droit à la plus-value, c'est-à-dire aux profits de l'industrie et du commerce, parce que c'est lui et non le travailleur qui la crée.

Non contents de démontrer que dans la production, où le capitaliste joue le rôle de zéro, il est cependant le créateur de la plus-value, tandis que l'ouvrier ne fait que reproduire la valeur de son salaire, ils prouvent, non moins triomphalement, que c'est dans l'échange, c'est-à-dire dans l'achat et dans la vente des marchandises que s'engendre la plus-value.

Ils disent effrontément : « Un capitaliste achète cent kilos de blé 20 francs, il le revend 25 francs, il l'a donc augmenté d'une plus-value de 5 francs qui lui appartient, mais s'il l'avait vendu 18 francs, il aurait donc diminué sa valeur de 2 francs ». Ainsi donc, pour ces profonds savants, la valeur d'une marchandise ne dépend pas de ce qu'elle a coûté à produire, augmentée de la plus-value, mais des fluctuations du marché, de l'offre et de la demande : c'est comme s'ils disaient que la température de l'été ne dépend pas de la chaleur du soleil, mais de la plus ou moins grande arrivée d'hirondelles pendant le printemps.

Les fluctuations des prix, si elles peuvent enrichir ou ruiner le capitaliste, sont sans influence sur la valeur de la marchandise ainsi que nous allons le démontrer.

Première explication. — Deux possesseurs de marchandises entrent en rapport l'un avec l'autre. Le premier vend au second cinq francs de pain et le second vend au premier cinq francs de café. Si nous nous plaçons au point de vue de l'usage, de l'utilité, les échangistes peuvent gagner tous les deux. Dans les produits achetés ou échangés se trouvent des propriétés particulières appelées à satisfaire des besoins différents. L'échange, dans ces conditions, leur permet de gagner chacun de leur côté.

Mais à un autre point de vue, au point de vue de la valeur, de la richesse, ce n'est plus la même chose. Cinq francs de café et cinq francs de pain ne font toujours que cinq francs d'un côté et cinq francs de l'autre. Il n'y a pas accroissement de valeur quoique chaque produit réponde au désir des échangistes. La même valeur demeure, quoique changé la forme de la marchandise.

Marx a écrit, avec raison, ces lignes : « Tant que des marchandises, ou des marchandises et de l'argent de valeur égale, c'est

à dire des équivalents sont échangés, il est évident que personne ne tire de la circulation plus de valeur qu'il n'y met. Alors aucune formation de plus-value ne peut avoir lieu. » (*Capital*, p. 68.)

Deuxième explication. — Nous savons bien, il est vrai, que les choses ne se passent pas toujours dans des conditions aussi simples, aussi faciles. La réalité est parfois plus sombre. Il peut y avoir — et il y a souvent — échange entre non-équivalents, entre choses qui ne se valent pas. Examinons cette question.

Pierre possède une valeur de cent francs de beurre dont s'empare Paul pour une somme de deux cents francs. De son côté, Paul possède une valeur de cent francs de paille dont s'empare Pierre pour la somme de deux cents francs. Pierre et Paul ont gagné chacun cent francs et perdu chacun cent francs.

Le résultat est le même que s'ils avaient vendu leurs marchandises à leur valeur réelle. Les prix des marchandises pouvaient s'élever mais leurs valeurs restaient les mêmes, semblables : cent francs de beurre et cent francs de paille.

Troisième explication. — Pierre vend à Paul pour dix francs de cirage qui a une valeur de vingt francs. En vendant sa marchandise au-dessous de sa valeur, il a perdu, mais une occasion favorable se présente. Pierre vend à Jacques pour vingt francs de bouchons qui valent dix francs. Pierre a donc gagné et perdu dix francs. Les choses restent dans l'état. Les valeurs n'ont pas augmenté.

Et voilà ce qui permet à Marx d'écrire : « La formation d'une plus-value, et conséquemment la transformation de l'argent en capital, ne peuvent donc provenir ni de ce que les vendeurs vendent leurs marchandises au-dessus de ce qu'elles valent, ni de ce que les acheteurs les achètent au-dessous. » (*Capital*, p. 68.)

Quatrième explication. — Admettons cependant que nous nous trouvons devant un capitaliste malin et canaille. Pierre qui a du blé d'une valeur de cent francs, le donne à Paul contre du vin d'une valeur de deux cents francs. Pierre fait un premier bénéfice de cent francs. Il cède ensuite à Jacques son vin valant deux cents francs contre du bois d'une valeur de trois cents francs. Notre capitaliste fait un second bénéfice de cent francs — soit en tout deux cents francs qu'il met dans sa poche.

Au point de vue particulier, nous devons constater que Pierre a gagné sur ses confrères. Au point de vue général, d'autres constatations sont à faire. Avant toutes ces opérations nous avions chez Pierre cent francs ; chez Paul, deux cents francs ; chez Jacques, trois cents francs. Soit en tout six cents francs. La valeur circulante est restée la même. Sa distribution, seule, est changée.

Nous pouvons donc, dès maintenant, déclarer : non, l'échange entre équivalents, entre choses qui se valent ; ou entre non-équivalents, entre choses qui ne se valent pas, ne forme pas de valeur pour la société entière, ou plus exactement pour la classe entière des capitalistes. La somme des valeurs jetées dans la circulation ou l'échange ne peut s'augmenter par ce fait même.

Prises dans leur ensemble, les choses ne se modifient pas quoique séparément elles peuvent produire des avantages. Un capitaliste peut gagner sur ceux qui l'entourent. La classe capitaliste ne peut pas gagner sur elle-même. Ainsi pense Marx, et il dit formellement : « La circulation ou l'échange des marchandises ne crée aucune valeur. » (*Capital*, p. 69.)

Mais si l'échange ne crée aucune valeur, la valeur n'en crée pas non plus. La valeur ne s'accroît pas sur elle-même. Un objet possède une certaine dose de valeur. Pour en posséder plus il lui faut subir une transformation. Une table, par exemple, a plus de valeur que le bois qui a servi à la faire.

Qui donc crée la valeur ? Pour le savoir, il nous faut arriver à la conclusion marxiste suivante : le travailleur, seul, crée de la valeur. Dans le milieu capitaliste — le nôtre — le travailleur ajoute à son temps de travail un surplus pour qui le fait travailler. A la valeur qu'il reproduit et qui lui revient sous forme de salaire il ajoute une valeur en sus, une plus-value, qui appartient au capitaliste parce qu'il s'en empare. Il est de la nature du travailleur de produire une valeur plus grande que celle qui lui revient ou qu'il consomme.

Si donc la société capitaliste voit s'augmenter sa richesse, elle le doit au travailleur, et non pas à l'échange.

CHARLES VÉREQUE.

La Grève des Plâtriers

Tandis que les partis bourgeois et même quelques socialistes jugent à propos de suivre ce qu'on appelle la justice bourgeoise ou militaire, dans ses méandres capricieux, arrêtant tout un mouvement de revendications pour rêver à la question de justice abstraite, les événements économiques se précipitent et la lutte de classe imprime une âpreté plus violente que jamais aux conflits entre patrons et ouvriers.

Tandis que la grève des terrassiers, l'année dernière, a été simplement le prétexte d'une polémique sur la question de savoir si elle serait favorable ou non à une affaire en cours, les Anglais, plus sérieux que nos athéniens modernes, placent nettement la question de lutte économique au-dessus des préoccupations de parti.

L'Union des plâtriers, une des plus importantes de la corporation du bâtiment, a posé un ultimatum aux patrons, afin de forcer leurs contremaitres à se joindre à l'Union. D'où clameur dans le camp capitaliste ; voilà bien la tyrannie trade-unionniste ! Mais il semble pourtant naturel que les ouvriers soient libres, eux aussi, de travailler sous la conduite d'unionnistes comme eux, au lieu d'avoir entre eux et le patron quelqu'un qui prend fait et cause pour les intérêts du capitaliste.

L'Union des maîtres plâtriers a répondu à cet ultimatum par un lock-out, imitant ainsi la tactique suivie par le colonel Dyers, lors de la grève des mécaniciens. Mais cette fois, l'organisation patronale est loin de briller. Le lock-out, au lieu d'être général, comprend seulement à Londres sept cent soixante et un ouvriers sur un total de trois mille vingt-quatre. La raison de cet échec est que beaucoup de patrons ont préféré reprendre les ouvriers renvoyés, de façon à profiter de l'arrêt des affaires chez leurs collègues.

Dans les provinces, on constate que seulement un tiers ou un quart des membres des Unions est sans travail, et le *Morning Post*, un pur organe capitaliste, s'écrie douloureusement : « Il semble vraiment incroyable que des patrons soient assez aveugles pour ne pas se joindre à l'Union capitaliste. Pour un gain momentané dans leurs affaires ils sacrifient le succès d'une révolte contre la tyrannie des Trades-Unions : si cet état de choses continue, on peut espérer que l'Union ouvrière l'emportera, car les ouvriers employés secourront leurs collègues renvoyés de l'atelier, et ainsi la résistance peut se prolonger indéfiniment. Le temps, de plus, est bien choisi, car on va commencer à construire, et le lock-out des plâtriers entraîne l'arrêt du travail des autres corporations du bâtiment. »

Un phénomène intéressant et unique dans l'histoire des Trades-Unions, c'est la résolution prise par le comité central de la grève, de former une corporation des plâtriers, sous la forme coopérative. La semaine prochaine, cette proposition sera présentée à l'assemblée de l'Union, dans le district de Londres.

Comme le fait remarquer un correspondant, « la vieille et brutale méthode de force va décider la question ». Nous serions curieux de savoir quand, en société capitaliste, aussi bien en Angleterre qu'ailleurs les différends économiques entre patrons et ouvriers n'ont pas été tranchés par la force, qui, comme dit Marx, est l'accoucheuse des sociétés et aussi des grèves. Même les arrangements comme l'arbitrage ne sont possibles que lorsque les deux sociétés ont vu que leurs forces étaient égales, corsaire à corsaire.

Désillusion

En dehors des personnes de plus en plus nombreuses qui s'occupent activement et d'une façon consciente des affaires politiques du pays, soit qu'elles appartiennent à des groupes, soit qu'elles restent isolées, il existe une foule, de gens constituant la grande masse de la nation, qui, sans être absolument indifférents, ne sortent de leur inertie qu'en période électorale à moins qu'un grand événement les passionne et les pousse à agir.

Cette masse profonde malgré les excitations dont elle a été l'objet, a été très réservée au sujet de l'affaire Dreyfus ; elle s'est montrée plutôt hostile à l'agitation faite en faveur du prisonnier de l'Île-du-Diable ; elle l'avait cru coupable et il lui répugnait de revenir sur une opinion faite ; c'était une affaire classée pour elle et elle aurait désiré que les choses en restent là.

Quand il lui a bien fallu reconnaître la culpabilité d'Esterhazy et de ses complices, son opinion sur Dreyfus n'a pas changé ; cela faisait des traîtres de plus, voilà tout. La so-

lution de faire fusiller Dreyfus et Esterhazy par le même peloton d'exécution l'aurait complètement satisfaite.

Les découvertes qu'on a faites depuis l'ont désorientée, mais elle en a plutôt voulu à ceux qui la faisaient sortir de sa quiétude d'esprit ; elle s'est plaint qu'on fasse tant de bruit pour un juif et elle s'est dit qu'après tout le fameux syndicat n'était peut-être pas une légende.

Les dernières révélations d'Esterhazy, qui mange actuellement le morceau, achevent de la navrer. Il faut bien qu'elle admette maintenant que les grands chefs de l'armée se sont déconsidérés ; les uns par leurs faux et leurs intrigues aussi ridicules qu'odieuses, les autres par leurs complaisances envers des vilénies et même des crimes qui sont patents.

Cependant, elle ne se révolte pas ; elle est écœurée de tant de bassesses et de forfaits mais elle éprouve toujours plutôt de la mauvaise humeur contre les hommes politiques et les publicistes qui les ont mis au jour. Il est juste d'ajouter que les excitations des nationalistes la laissent entièrement insensible. C'est en vain que les Drumont, les Rochefort, les Quesnay de Beaupaire, les Jules Guérin et leurs sous-ordres bavent comme des vipères en attaque d'épilepsie ; la foule se fait de plus en plus réservée, de plus en plus froide, de plus en plus glaciale.

Cette attitude des masses populaires, inattendue pour beaucoup, était facilement constatable aux obsèques de Félix Faure ; la mésaventure de Deroulède en est, du reste, une des preuves.

Il est intéressant d'en chercher la cause ; il est puéril de l'attribuer à de la veulerie : les masses profondes de la nation contiennent la force psychique qui, dans le eas actuel, est restée à l'état latent, mais aurait pu renverser le gouvernement et déchaîner une révolution si elle s'était mise en mouvement.

Evidemment, la cause de la réserve des masses populaires dans l'affaire Dreyfus réside dans les sentiments que celle-ci y a fait naître. Or, comme nous l'avons constaté plus haut, ce n'est pas de la colère, de la fureur que la nation française a éprouvées en voyant son armée compromise par l'état-major, c'est de la désillusion.

Il ne faut pas oublier que la nation a supporté sans se plaindre, les plus lourds sacrifices pour la réorganisation de ses forces militaires ; elle a payé des impôts écrasants, s'est assujéti aux ennuis du service obligatoire pour tous et aux rigueurs de la discipline, elle s'est imaginé et cela était assez naturel, que tout cela n'était pas perdu et qu'elle était en état de réparer, si l'occasion s'en présentait, le désastre matériel et moral de 1870.

Or, il arrive, qu'à la suite d'une violente polémique engagée à l'occasion d'un méchant capitaine juif, portant un nom allemand, elle est obligée de constater que des chefs de son armée, si brillants dans leur costume théâtral, pour lesquels elle avait une sorte de culte, se sont rendus coupables de vilénies abominables et se sont montrés au-dessous de tout comme d'intelligence, comme moralité et comme désintéressement.

La foule dans sa simplicité avait trouvé tout naturel qu'un juif du nom de Dreyfus fût un traître à la soldé de Guillaume et que les brillants officiers couverts d'or et de décorations, qui l'accusaient, fussent des héros de patriotisme ; les basses et criminelles manœuvres qui se sont dévoilées sont venues détruire sa confiance, effondrer ses espérances, l'humilier devant l'étranger.

Quel désenchantement ! Quelle blessure d'amour-propre national !

Il faut avouer que la nation française a éprouvé, depuis quelques années, les plus cruelles déconvenues.

Elle s'était enthousiasmée pour la tour Eiffel et ce dernier est allé s'échouer sur les bancs de la correctionnelle.

Elle s'était énerguieusement du grand français de Lesseps et celui-ci s'est écroulé dans l'horrible scandale du Panama.

Elle était fière de son armée, et l'affaire Dreyfus fait évoluer devant ses yeux comme dans un Kaldéoscope, des faux, des trahisons, des manœuvres louches de la part d'officiers supérieurs que des ministres de la guerre essaient de couvrir au lieu de les punir.

D'autres scandales ne vont-ils pas éclater dans la marine, dans la magistrature, dans l'église, partout ?

Les socialistes savent que toutes ces horreurs sont les fruits vénénux du régime capitaliste et qu'ils se produisent aussi bien à l'étranger qu'en France, mais la foule encore inconsciente ne s'en doute pas ; aussi, au lieu d'adopter le socialisme qui supprimerait le mal en supprimant sa cause, elle suivrait le premier sauveur venu s'il s'en présentait un qui pût avoir sa confiance.

Les masses populaires sont encore bourgeoises par suite de l'éducation qu'on leur a

donnée et des préjugés qu'on leur a inculqués, mais aujourd'hui la classe qui les dirige se charge elle-même de les éclairer. Ainsi elle a tué chez elles le respect des hommes d'état dans l'affaire Panama, elle tue le respect de l'institution militaire dans l'affaire Dreyfus. Dupuy vient de démolir l'autorité de la magistrature. L'Eglise se déconsidère elle-même par sa cupidité et son charlatanisme. L'affaire de Lourdes, celle qu'elle prépare à Montmartre montre qu'elle court à son Panama. Il ne restera donc debout, dans un avenir très prochain, aucun des grands pouvoirs qui soutenaient l'état bourgeois, depuis la Révolution.

Les socialistes vont donc se trouver seuls susceptibles d'avoir une autorité près des masses populaires et une telle situation est bien faite pour leur donner une sérieuse préoccupation.

Qu'ils fassent donc pénétrer leur doctrines éminemment organisatrices dans les masses profondes du peuple et qu'ils fassent sortir les constructions de la société future du milieu des décombres qu'entassent les dirigeants de la société bourgeoise.

Mais vraiment, si les masses populaires se mettent brusquement en mouvement sous l'excitation d'une grande crise économique provoquée par le régime capitaliste lui-même et si dans un accès de fureur brutale elles brisent tout devant elles, la bourgeoisie pourra bien faire son *mea culpa*.

CH. BRUNELLIÈRE.

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTTIER, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.

LE PARTI AGRARIEN

C'est un véritable parti, avec un double programme — politique et économique — qui s'est constitué, à l'ombre de la loi de 1884, sur les syndicats. Il mérite bien le nom de « parti agrarien », puisque les adhérents, au nombre de 438.596 sont de gros et de moyens propriétaires, des capitalistes du sol. Sous la rubrique de « Syndicats agricoles », ils se sont groupés, ils se sont fédérés ensuite par régions, et ont, enfin, établi une organisation centrale, qui est « l'Union centrale des Agriculteurs de France ».

Celle-ci agit directement sur les Unions régionales, lesquelles agissent, à leur tour, sur les simples syndicats et ces derniers sur la foule des petits cultivateurs et métayers placés économiquement sous la dépendance des grands propriétaires, membres des syndicats.

De là, toute une action exercée dans le pays entier au point de vue politique et au point de vue économique par cette nouvelle féodalité terrienne, action qui vient peser sur les décisions des assemblées électives depuis le Parlement jusqu'aux municipalités, action qui se traduit par des vœux, des pétitions, des projets de loi, présentés sous prétexte de venir en aide aux paysans, mais, en réalité, pour servir les intérêts de ces grands propriétaires au préjudice de ces mêmes paysans.

Nous avons donc raison d'appeler *Parti agrarien*, ces associations syndicales : c'est un parti, un parti de classe, ayant un but déterminé, une tactique suivie.

Né sous le couvert de la loi de 1884, il n'a jamais cessé de violer cette loi qui n'autorise les groupements professionnels qu'à la condition de se tenir en dehors de toute préoccupation politique et de toute préoccupation de lucre. Les syndicats agricoles, eux, se sont livrés à des opérations commerciales qui se chiffrent par des centaines de millions de francs. Ils ont acheté des engrais pour les revendre avec de tels bénéfices que les tribunaux ont dû intervenir. Et c'était aux fermiers, c'était aux petits cultivateurs que ces engrais étaient vendus. Belle défense des intérêts agricoles !

Quant au rôle politique joué par ces syndicats, il est encore plus évident que leur rôle d'exploitation commerciale.

Les gros propriétaires parlant en protecteurs de la paysannerie française et confondant leurs propres intérêts avec ceux de la masse des travailleurs de la terre, ont pris pour ligne de conduite d'imposer aux candidats des programmes où leurs

